

Idées fortes

INTERVIEW P.133

JEAN-CLAUDE TRICHET

« *La stabilité monétaire fait partie de notre culture* »

Le gouverneur de la Banque de France, devenu l'un des copilotes de l'euro, en est sûr : la monnaie unique va relancer la croissance en Europe. A condition que les réformes suivent...

L'EXPANSION. La Banque centrale européenne vient de décider de ne pas baisser ses taux d'intérêt. Est-elle indifférente au ralentissement de la croissance en Europe ?

JEAN-CLAUDE TRICHET. Sur la situation actuelle, je ferai trois observations. D'abord, la politique monétaire du Système européen de banques centrales a créé un environnement monétaire et financier favorable à la croissance et à la création d'emplois : nos taux, qui ont en moyenne plus baissé en Europe qu'aux Etats-Unis au cours de ces derniers mois, sont à des niveaux historiquement bas. Ensuite, la monnaie, c'est la confiance. Rien de plus difficile à gagner et de plus facile à perdre. C'est parce que la Banque centrale indépendante inspire confiance qu'elle peut offrir aux emprunteurs un environnement favorable, c'est-à-



SON MÉTIER

Jean-Claude Trichet, 56 ans, a été nommé gouverneur de la Banque de France en 1993. Il avait auparavant occupé le poste de directeur du Trésor entre 1987 et 1993. Depuis 1998, il est membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

dire de bas taux d'intérêt de marché. Enfin, une politique monétaire efficace, fondée sur la confiance, est une condition nécessaire mais pas suffisante pour la croissance et la création d'emplois : il y a aussi la politique budgétaire et la politique de réforme structurelle.

Mais l'inflation recule. La hausse des prix est proche de zéro en France et en Allemagne. N'est-ce pas le signe d'une grande faiblesse de la demande ?

Les progrès de productivité induits par la technologie, le renforcement de la concurrence et la baisse des prix du

pétrole et des matières premières expliquent en partie le bas niveau de l'inflation. Ces trois éléments jouent en faveur du consommateur, qui voit son pouvoir d'achat augmenter. Ils contribuent à soutenir la demande interne. Suite page 134...

Jeudi 18 mars 1999

INTERVIEW *Idées fortes*

... Certains experts évoquent pourtant le risque de déflation...

Nous sommes en période de désinflation, pas de déflation.

Pourquoi ?

Parce que la déflation, c'est la contraction généralisée des valeurs. Dans l'Europe des Onze, on observe au contraire une augmentation des agrégats monétaires, des encours de crédits bancaires, une augmentation des salaires, des plus-values boursières, etc.

L'euphorie qui avait accompagné le lancement de l'euro, début janvier, est vite retombée... La monnaie européenne s'est affaiblie sur les marchés des changes et les particuliers ne se sont pas encore mis à l'euro. N'est-ce pas un mauvais départ ?

En ce qui concerne les particuliers, nous ne nous attendions pas du tout à l'utilisation massive de l'euro, puisque les billets et les pièces n'ont encore pas été changés.

Et la dépréciation de plus de 7 % de l'euro face au dollar ?

La hausse du dollar est essentiellement due au dynamisme de l'économie américaine. Le Système européen de banques centrales poursuit une stratégie de monnaie solide, stable, forte, inspirant au moins autant confiance que les meilleures monnaies européennes auparavant, et en particulier le franc. Nous sommes vigilants, car la confiance dans la monnaie est notre bien le plus précieux et nous en sommes les garants.

L'euro est l'aboutissement de longues années de convergence. Aujourd'hui, sur quel projet l'Europe devrait-

elle mobiliser ses énergies pour aller de l'avant ?

L'euro est l'aboutissement d'un formidable effort de convergence. C'est vrai. Mais c'est aussi le point de départ d'une nouvelle monnaie mondiale, le point de départ d'un marché unique enfin achevé parce que disposant d'une monnaie unique, et le point de départ d'une coopération économique renforcée entre les autorités de la zone euro. C'est un triple défi. Il y a beaucoup d'autres chantiers importants, par exemple le renforcement de l'union politique, l'élargissement à l'Est. Mais rien que dans le domaine de la coopération économique, nous sommes au tout début de notre entreprise, pas à la fin !

Quels sont les problèmes à traiter ?

Un défi important consiste à renforcer la coopération en matière de politique structurelle, comme cela a été décidé par le Conseil européen à Luxembourg. Cela est d'autant plus important qu'une très large proportion du chômage de l'Europe continentale vient de défauts structurels : 75 à 80 %, selon le FMI, l'OCDE et la Banque centrale européenne.

A quoi pensez-vous ?

A la « fertilisation croisée » de réformes structurelles efficaces au sein de la zone euro. Par exemple, aux Pays-Bas, tous les partis ont su trouver des mesures consensuelles pour lutter efficacement contre le

chômage des jeunes, et notamment des jeunes non qualifiés. Notre pays, naturellement, a aussi ses propres domaines d'excellence, que les autres pourraient suivre.

En tant que banquier central, votre rôle est d'appeler à l'assainissement des finances publiques. Mais ne faudrait-il pas chercher d'abord à stimuler la croissance comme l'ont fait les Etats-Unis ?

Le succès des Etats-Unis repose sur trois piliers : des réformes de structure audacieuses, la mise en œuvre enthousiaste du progrès technologique, et enfin la conviction que la réduction de la dépense et des déficits publics est un stimulant pour la lutte

SES IDÉES

Jean-Claude Trichet a été l'un des principaux artisans de la politique de désinflation compétitive et de stabilité du franc. Il estime que la politique monétaire est actuellement favorable à la croissance, et met l'accent sur les réformes structurelles qui doivent être entreprises en Europe.



« Il faut une « fertilisation croisée » de réformes structurelles efficaces.

Par exemple, les Pays-Bas ont su trouver des mesures consensuelles pour lutter contre le chômage des jeunes.

Notre pays a aussi ses domaines d'excellence que nos voisins pourraient suivre. »

« Depuis deux cents ans, nous n'avons eu que deux périodes d'inflation forte : de l'après-guerre jusqu'en 1958 et du début des années 70 au milieu des années 80. Peut-on parler de laxisme ? »

contre le chômage. Il y a sur tous ces points, y compris le dernier, un consensus bipartisan. La croissance, dans l'esprit des Américains de gauche et de droite, n'a pas seulement été l'une des causes de la réduction des déficits, elle a aussi été la conséquence de la réduction des dépenses publiques.

Les banquiers centraux en Europe ont un peu l'image du père fouettard, appelant à plus de rigueur. Cela tranche avec la popularité de votre homologue, Alan Greenspan, surnommé « le magicien de la croissance » par les Américains. Cela ne vous paraît pas un peu injuste ?

C'est en effet injuste, parce que nous avons réussi à donner à l'Europe des taux courts réels inférieurs de 110 points de base à ceux du dollar, alors même que les déficits budgétaires y sont plus élevés qu'aux Etats-Unis. Parce que nous avons transmis à l'euro le plein héritage de la confiance gagnée par les monnaies les plus crédibles d'Europe, donc les taux de marché les plus bas existant en Europe. Il y a quelques mois, cela paraissait impossible. C'est un grand succès de la transition vers l'euro.

Mais il faut aussi faire la différence entre le débat public et le sentiment profond de l'opinion. Prenez la Banque de France. Nous avons été critiqués dans le débat public, et c'est la marque d'une démocratie d'opinion vivante. Dans le même temps, les enquêtes d'opinion montraient que nous disposons d'un très fort soutien, le même dans toutes les sensibilités politiques ; la dernière enquête indiquait que quatre Français sur cinq, à droite comme à gauche, faisaient confiance à la Banque de

France pour garder la valeur de leur monnaie. De même, je crois que l'opinion européenne demande aujourd'hui au Système européen de banques centrales de bien garder la monnaie et qu'elle soutient la politique monétaire.

Ce changement de culture est assez récent chez les Français. Croyez-vous qu'ils soient vraiment attachés à la stabilité monétaire ?

C'est une idée très répandue, mais fautive... Depuis deux cents ans, nous n'avons eu que deux périodes brèves d'inflation forte : de l'immédiat après-guerre jusqu'en 1958 et du début des années 70 au milieu

des années 80. Ce sont au total deux périodes de treize ans chacune sur deux cents ans. Peut-on parler d'une culture monétaire laxiste ?

La France est historiquement très attachée à la solidité monétaire et les quinze dernières années de stabilité sont représentatives de notre culture profonde. Mais c'est notre péché mignon d'accréditer parfois l'idée que nous sommes légers et versatiles, alors même que nous sommes en réalité sérieux et constants.

Depuis la naissance de l'euro, le 1^{er} janvier dernier, la politique monétaire se décide à Francfort, à la Banque

centrale européenne. A quoi sert maintenant la Banque de France ?

La Banque de France est l'un des douze joueurs de l'équipe monétaire d'Europe, composée de la BCE et des onze banques nationales. Tous, nous avons un formidable esprit d'équipe. La Banque et l'ensemble de ses agents participent activement à la préparation des décisions de politique monétaire et les mettent en œuvre en France. Je suis membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, comme chacun de mes collègues. Et c'est à la Banque de France qu'il revient d'expliquer la raison de nos décisions monétaires à l'Assemblée nationale, au Sénat et également à l'ensemble de l'opinion publique française.

Et quel est le rôle du Conseil de la politique *Suite page 136*



SES HOBBYS

Passionné de poésie, Jean-Claude Trichet aime particulièrement Mallarmé et Saint-John Perse. Egalement amateur de science-fiction, il adore musarder chez les bouquinistes. Dès qu'il le peut, il va se ressourcer chez lui, à Saint-Malo, où il fait de la voile.

INTERVIEW Idées fortes

... monétaire, puisqu'il ne prend plus de décisions ?

Les membres du CPM ont des responsabilités importantes. La préparation des décisions de politique monétaire est plus complexe, puisqu'il faut analyser toute l'économie de la zone euro. Le suivi de la mise en œuvre de la politique monétaire est plus exigeant. Et l'explication de cette politique est une responsabilité considérable : chaque membre du Conseil est en contact avec les acteurs économiques et les leaders d'opinion de toutes sensibilités dans trois ou quatre régions, soit un espace de 8 à 10 millions d'habitants.

Les Français sont très attachés au modèle socio-économique européen.

« On nous crédite pour 1999, d'une croissance supérieure à celle des autres pays de l'Union. Il faut que les Français ne soient pas restés les deux pieds dans le même sabot pour arriver à ce résultat ! »

Pensez-vous que leur réticence au changement soit un frein pour la croissance ?

Je crois que la situation est plus complexe. L'expérience montre que les Français acceptent les changements quand ils leur apparaissent opportuns. Nous avons aujourd'hui la quatrième économie, en taille, parmi les pays industrialisés. Nous avons le deuxième plus important excédent mondial des transactions courantes. Nous sommes troisièmes pour l'accueil des investissements directs étrangers. Et l'on nous cré-

dite pour 1998, comme pour 1999, d'une croissance supérieure à celle des trois autres grands pays de l'Union européenne. Il faut probablement que les Français ne soient pas restés les deux pieds dans le même sabot pour arriver à ce résultat ! Cela dit, on peut et on doit faire encore mieux pour réduire le chômage.

L'un de nos défis est que nous nous sommes hissés au rang d'une très grande économie marchande - intégrée maintenant au sein de la zone euro - et que nous n'en avons

pas encore tiré toutes les conséquences. Notre société n'intègre pas encore totalement les règles de l'économie de marché, qui peuvent se résumer simplement : séduire le consommateur - qui est totalement libre - par le bon rapport qualité-prix des produits ; convaincre l'industriel - qui est totalement libre - de produire dans notre économie ces mêmes produits et services. C'est la compétitivité de l'économie qui est la clé du succès. Et c'est encore plus vrai avec l'euro.

Que pensez-vous des déclarations des Français sur la nécessité de reconstruire un nouvel ordre monétaire international ?

La France a été très responsable et cela a été noté par tous les observateurs. Le monde a besoin d'une bonne alliance entre liberté et règles du jeu, entre spontanéité créatrice et ordre, entre les parcs à l'anglaise et les jardins à la française. C'est pourquoi il y a accord au sein du G7 pour s'efforcer d'éviter les désalignements et la volatilité excessive. Mais permettez-moi de faire une observation générale. Le monde d'aujourd'hui nous invite à la modestie : il est si imprévisible, offrant tant de chances, et présentant tant de risques. Saisir toutes les chances, en faisant preuve de souplesse, se prémunir contre les risques : tels sont les grands défis d'aujourd'hui. Dans ce contexte, les chances offertes par la « vague technologique » actuelle sont décisives. La meilleure nouvelle récente, c'est que, fin 1998, 50 % des PME françaises étaient branchées sur Internet, contre 24 % un an auparavant. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR

FRANÇOIS LENGLET ET LAURENCE VILLE



SON INTERVIEW

L'entretien a eu lieu le 24 février, dans le bureau lambrissé du gouverneur, à la Banque de France. Jean-Claude Trichet a reçu L'Expansion pendant près de deux heures, dans un climat plutôt décontracté.